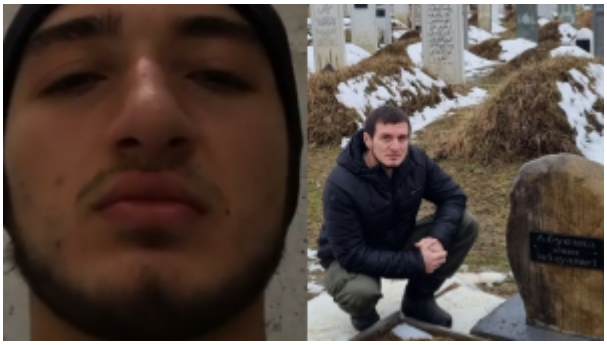
Le père d’Abdoullakh estime que la décapitation de Samuel Paty « a remboursé la dette de tous les musulmans » (MàJ)

30/06/2022 à 18h46



30/06/2022

> *#SamuelPaty | Contrairement à ce qui pu être dit, la famille Anzorov est à l'étranger, sous le coup d'une interdiction administrative du territoire, c’est-à-dire une interdiction de retour en France. Par ailleurs, le statut de réfugiés leur a été retiré par l'@Ofpra.*
>
> *— Ministère de l'Intérieur □□□□ (@Interieur_Gouv) June 30, 2022*

Une trentaine d’entreprises de formation aux métiers de la sécurité privée sont en lien avec la famille d’Abdoullakh Anzorov, l’assassin de Samuel Paty. «Un sujet trop sensible», selon des agents du Cnaps, l’autorité chargée d’inspecter les sociétés de ce secteur, qui déplorent n’avoir pas eu le droit d’aller les contrôler.

« Il est parti en défendant l'honneur de tous les Tchétchènes et de tous les musulmans du monde. » Lors d'une entrevue filmée, dans sa langue natale, avec un influenceur tchétchène en juin 2021, le père de l'assassin de Samuel Paty en octobre 2020 affirme être « satisfait » du crime commis par son fils Abdoullakh, 18 ans.

[…]

Lors de ses auditions, son père, 43 ans, avait jusque-là toujours exprimé sa peine, ses regrets et son amour pour la France qui l'avait accueilli en tant que réfugié politique. Mais cette fois, face caméra, dans une vidéo diffusée par plusieurs médias d'Europe de l'Est mais passée presque inaperçue en France, il a tenu des propos bien différents. « J'ai élevé Adboullakh de cette manière : tu dois aimer Dieu plus que tes propres parents, indique le père de l'assassin. C'est un bon fils, qui a reçu une éducation religieuse telle que le veut la tradition tchétchène. »

Des propos qui peuvent s'apparenter à de l'apologie du terrorisme et pourraient lui valoir des poursuites judiciaires… mais pas de radiation des métiers de la sécurité privée. L'homme, tout comme son frère, travaille dans ce secteur d'activité où il est obligatoire de posséder une carte professionnelle, attribuée après un contrôle de la moralité du demandeur, effectué par le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnaps). Et la carte du père de l'assassin a été renouvelée en 2019, pour cinq ans. Il est donc libre d'exercer n'importe où en France, une activité de sécurité ou de surveillance sur un site.

[…]

Mais peu après l'assassinat, les agents du Cnaps ont aussi mis au jour une trentaine d'entreprises ayant été en lien avec la famille Anzorov, certaines dont les gérants se proposaient d'héberger Abdoullakh, d'autres lui offrant une formation,

avant même qu’il n’obtienne sa carte professionnelle…

« Mais depuis l’assassinat et malgré la découverte de cette nébuleuse d’entreprises en rapport avec l’assassin de Samuel Paty, la direction nous a dit que c’était un sujet trop sensible, soupire un contrôleur du Cnaps. Nous avons demandé plusieurs fois, mais nous n’avons pas eu le droit d’aller contrôler ces structures. On ne sait pas ce qu’elles deviennent ou ce qu’il s’y passe. »

Le directeur du Cnaps estime qu’il convient d’attendre encore. « Il y a eu une réquisition judiciaire, nous avons donné toutes ces informations à la justice et nous leur laissons la priorité, commente le préfet Maillet. C’est ça la réalité d’un état de droit. »

Le Parisien

27/10/2021

Vidéo en hommage au terroriste Abdoullakh Anzorov sur le compte Instagram de son père :

Voir cette publication sur Instagram

Une publication partagée par Abu_abdullah (@abu_abdullah_2021)

Dans une vidéo passée inaperçue, le père d’Anzorov estime que

cette décapitation «*a remboursé la dette de tous les musulmans*». Diffusé avant l'été, l'entretien n'a guère été médiatisé mais, quelques jours après l'hommage à Samuel Paty, il livre des éléments intéressants sur l'assassin de l'enseignant, Abdoullakh Anzorov. Particulièrement sur son soutien par la sphère djihadiste et par sa famille, qui ne résiderait plus en France.

En juin dernier, un blogueur tchétchène salafiste annonce la diffusion sur les réseaux sociaux d'un entretien de près d'une heure et demie avec le père d'Abdoullakh Anzorov, Abouyezid.



Instagram
[…]

Abouyezid Anzorov explique que son fils, début octobre 2020, a pris connaissance d'une vidéo «*envoyée par un imam d'une mosquée locale*» qui dénonce Samuel Paty. Ce qui semble désigner la vidéo diffusée par Abdelhakim Sefrioui, qui se revendiquait membre d'un «*conseil des imams de France*». Le père du terroriste ajoute que, dans sa vidéo, cet «*imam*» évoquait «*apparemment les essais infructueux des musulmans pour s'opposer, par des méthodes légales, aux images offensantes pour les croyants*». Or, dans sa vidéo, Abdelhakim Sefrioui profère bien l'accusation suivante: *«Ça fait cinq-six ans que des enfants de 12-13 ans, des musulmans, sont choqués, sont agressés, sont humiliés devant leurs camarades.*»

«*Abdoullakh a reçu cette vidéo, poursuit Abouyezid Anzorov, il n'a pas supporté et a couru dans la cuisine pour en parler à sa mère. Sa mère a maudit ceux qui dessinent des caricatures et a répondu que cela ne dépendait pas de nous, que notre affaire c'est de prier.*» Abdoullakh a aussi signalé la vidéo à son frère mais pas à son père, agent de sécurité, qui travaillait alors dans une autre ville qu'Évreux où résidait la famille. Le père parle alors d'un fils qui, sans pression familiale, a commencé à prier à 5 ans, à jeûner à 7, un «*bon fils pour ses parents*» qui a «*adhéré aux traditions et au comportement tchétchènes*». «*Il n'y avait aucun fanatisme en lui, ajoute Abouyezid Anzorov. Je l'ai élevé ainsi: tu dois plus aimer Allah que tes parents*.»

[…]

Le Figaro